

## TABLE DES MATIÈRES

---

### I. — DOCTRINE :

- La traduction en droit français des sociétés commerciales de la 2<sup>e</sup> directive du Conseil des Communautés économiques européennes : loi n° 81-1162 du 30 décembre 1981 et décret n° 82-460 du 2 juin 1982, par Alain LE FÈVRE ..... 441
- Une nouvelle catégorie de banque inscrite : les sociétés coopératives de banque : loi n° 82-409 du 17 mai 1982, par Christian GALVALDA ..... 473
- La Commission des opérations de bourse et la protection des actionnaires minoritaires dans les groupes de sociétés, par Pierre CHAPUT et Pierre BÉZARD ..... 481
- L'avenir de la société anonyme en République Fédérale Allemande, par Jean-Marc HAUPTMANN ..... 509

### II. — JURISPRUDENCE :

#### I. — Sociétés anonymes.

- Actionnaires. Contrôle. Demande d'expertise. Article 226 de la loi du 24 juillet 1966 (non). Article 145 du nouveau code de procédure civile (oui). Cass. com., 7 décembre 1981, note Sylvette MICHELIN-FINIÉLZ ..... 519
- Administrateur. Démission. Liberté. Contrat de travail postérieur à la nomination en tant qu'administrateur. Nullité. Indemnité en raison de l'activité exercée, Cass. soc., 6 mai 1982, note Paul LE CANNU ..... 523

100<sup>e</sup> année

N° 3 — Juillet-Septembre 1992

BIbliOTECA

SALA

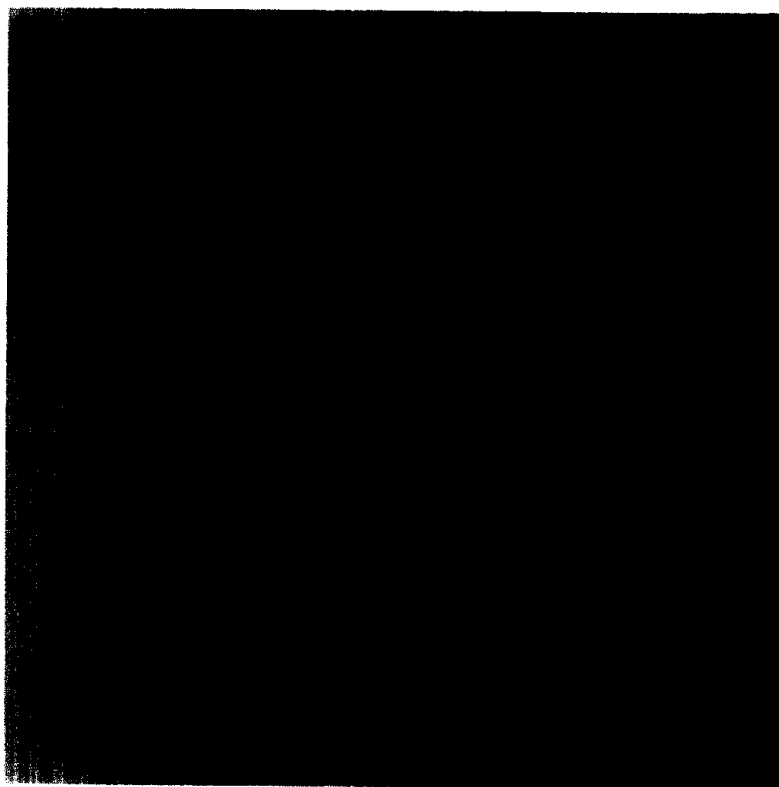
2

ESTANTE

84

TABLA

# REVUE DES SOCIÉTÉS



# JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ

Attitude de dirigeant de fait. Autorisation par le tribunal de la continuation de l'exploitation. Pertes prévisibles. Mise à la charge de l'Etat en qualité de dirigeant de fait. Trib. com. de Rouen, 10 mars 1981, obs. J. G. ....	575
--	-----

V. — *Groupements d'intérêt économique.*

Membres. Rémunération. Imposition. Activité d'un membre ne pouvant être considérée du point de vue fiscal comme étant celle d'un salarié. Imposition sur le revenu au titre des bénéfices industriels et commerciaux. Cons. Etat, 7 <sup>e</sup> et 9 <sup>e</sup> s.-sect., 28 octobre 1981, note Jean GUYÉNOT .....	577
---	-----

Pratiques anticoncurrentielles. Entente sous la forme juridique du groupement. Application des dispositions des ordonnances modifiées n° 45-1483 et 45-1484 du 30 juin 1945, relatives aux prix et à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique. Commission de la concurrence, séance du 22 février 1979, avis BOSP, 8 mai 1982, note Annie FRÉSY .....	583
---	-----

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

Lois. ....	591
Décrets. ....	597
Arrêtés. ....	602
Avis, circulaires et instructions. ....	604

IV. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES :

Entreprises nouvelles .....	607
Mise en harmonie du droit des sociétés commerciales .....	608
Registre du commerce et des sociétés .....	609
Assainissement des professions commerciales .....	610
Droit comptable .....	611
Sociétés à responsabilité limitée .....	612
Sociétés anonymes .....	614
Sociétés civiles et commerciales .....	615
Valeurs mobilières .....	616

Sociétés civiles interprofessionnelles .....	617
Sociétés coopératives ouvrières de production .....	618
Sociétés de fait .....	619
Comptes courants d'associés .....	620
Abandon de créances .....	621
Intéressement et participation .....	622
Centres de gestion agréés .....	624
Groupements d'intérêt économique .....	626
Groupements momentanés d'entreprises .....	626
Associations .....	629
Procédures collectives .....	630
Transformation de société : droit fiscal .....	630
Impôt sur les grandes fortunes .....	633
Publication de jurisprudence .....	634

#### V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages .....	637
Articles et notes jurisprudence .....	645
Ouvrages et monographies reçus .....	655

#### VI. — INFORMATIONS :

Quatorzième rapport de la Commission des opérations de bourse (année 1981) .....	657
Communications de la Commission des opérations de bourse : admission à la bourse de Paris d'une nouvelle catégorie de titres, les obligations à bons de souscription d'obligations ; achat par une société de ses propres actions, principales conséquences des nou- velles dispositions légales ; mise au nominatif obligatoire des actions des sociétés .....	663
Taxe annuelle sur certains frais généraux : lettre du ministre du Budget du 20 avril 1982 au Conseil national du patronat français .....	666
Conditions de blocage de la distribution des dividendes de sociétés : communiqué du ministère de l'Economie et des Finances, du 22 juin 1982 .....	667

Résultats d'une enquête « justice pénale et sociétés commerciales » portant sur l'activité des parquets financiers en 1980 .....	668
Cour arbitrale internationale pour le commerce et l'industrie : compte rendu de la réunion d'information tenue à Paris, le 3 juin 1982 .....	670
Prix de thèse 1982 de la Fondation internationale pour l'enseignement du droit des affaires .....	671
Prix du X <sup>e</sup> anniversaire de la Fondation du Centre d'études juridiques, économiques et politiques de Paris .....	672
Association nationale des sociétés par actions : séminaire des 16, 20 et 21 avril 1982 sur la mise au nominatif obligatoire des actions non cotées ; conférence du 16 mai 1982 sur la réglementation de l'appel public à l'épargne en droit canadien .....	672
VI <sup>e</sup> congrès, 7 et 8 mai 1982, de l'Association internationale des juristes italiens et américains : les défaillances financières d'entreprises .....	672
VII <sup>e</sup> colloque, 5 et 6 juin 1982, de l'Association « Droit et Commerce » : les autorités publiques et l'entreprise privée .....	674
Séminaire, 17-28 août 1982, Centre d'études européennes, Université d'Urbino : notamment, projet de convention européenne sur la faillite, les contrats et systèmes de coopération internationale entre entreprises .....	676
Colloque, 23-25 septembre 1982, de l'Association pour le développement des études sur la banque et la bourse : la reconstitution des fonds propres des banques et les nouveaux moyens de recours au marché .....	676
Colloque international, Rennes, 14-16 octobre 1982 : politique agricole commune et politiques communautaires .....	677
Conférence-débat, Aix-en-Provence, 16 novembre 1982, Institut du droit des affaires : l'entreprise, face au nouveau droit social ..	677

## II. — Commissariat aux comptes des sociétés commerciales.

Société anonyme. Commissaire aux comptes. Faute dans l'exercice de sa mission. Responsabilité civile. Etendue. Cass. com., 16 novembre 1981, obs. .... 532

Société anonyme. Commissaire aux comptes. Désignation d'un second commissaire. Défaut. Président du Conseil d'administration. Mission du commissaire aux comptes. Obstacles à l'exercice de ses fonctions, Paris (9<sup>e</sup> ch. B), 19 novembre 1981, note Emmanuel DU PONTAVICE. .... 533

## III. — Droit pénal des sociétés commerciales.

Société anonyme. Actions. Souscription. Déclaration notariée mensongère. Souscriptions fictives. Souscripteurs n'ayant pas l'intention réelle de participer à la société anonyme. Cass. crim., 16 mars 1981, note Bernard BOULOC ..... 544

Société à responsabilité limitée. Interdiction bancaire d'émettre des chèques. Portée à l'égard du mandataire social. Cass. crim., 8 févr. 1982, note Bernard BOULOC ..... 554

## IV. — Procédures collectives.

Société anonyme. Liquidation des biens. Action en comblement du passif. Directeur général adjoint. Dirigeant de droit. Pouvoirs de droit. Nécessité d'un exercice effectif (non). Absence de preuve de l'activité et de la diligence nécessaires. Condamnation à supporter une partie du passif. Cass. com., 3 mars 1981, note Jean HÉMARD. 564

Personne morale. Dirigeants sociaux. Action en comblement de l'insuffisance d'actif social ; dirigeant de fait ; directeur technique et commercial salarié ; circonstance indifférente. Créanciers dans la masse ; gérant d'une société déclarée en liquidation des biens ; gérant n'ayant exercé que des fonctions techniques ; créance de salaires (oui). Cass. com., 3 février 1982 et 8 mars 1982, note Adrienne HONORAT ..... 568

Société en nom collectif. Transformation en société à responsabilité limitée. Règlement judiciaire de la société. Extension à un ancien associé en nom. Absence de constatation de la date de cessation des paiements antérieure à la transformation. Cassation. Cass. com., 15 juin 1982, note Adrienne HONORAT ..... 572

Société en règlement judiciaire. Engagement des pouvoirs publics d'assurer les conditions de la poursuite de son activité.